

Chine : les dessous de la crise de Hong Kong et son héritage colonial

mercredi 19 février 2020, par [AU Loong-yu](#) (Date de rédaction antérieure : 1er février 2020).

Les défenseurs de Pékin soutiennent qu'il y a trop d'héritage colonial à Hong Kong donc ce qu'il faut, c'est une autre vague de « décolonisation », par cela ils veulent dire que le peuple de Hong Kong est toujours pro-occidental. Mais en fait Pékin tient beaucoup à garder ces aspects répressifs de toutes les lois coloniales.

L'entièreté de ce rapport est disponible en anglais sur ESSF (article 52055), [Hong Kong: Neither Washington nor Beijing - A backgrounder](#)

Un compromis historique

Le premier fait est que lorsque Londres et Pékin ont signé la Déclaration commune sino-britannique en 1984, les deux parties avaient peu d'intérêt à promouvoir les droits démocratiques du peuple de Hong Kong. Les deux gouvernements n'ont jamais pris la peine de permettre au peuple de Hong Kong d'avoir une voix pendant et après leur négociation sur le sort de Hong Kong, montrant leur mépris pour le peuple de Hong Kong. La Déclaration de Pékin ne promettait que vaguement une « élection » pour le corps législatif et exécutif de Hong Kong après le transfert. Le principal objectif de l'accord entre les deux gouvernements était simplement de promouvoir leur intérêt mutuel de maintenir le capitalisme de laissez-faire de Hong Kong et sa loi coloniale britannique en échange de l'engagement du Royaume-Uni à restituer l'île à la Chine en 1997. En protégeant les intérêts occidentaux à Hong Kong, Pékin voyait également cela comme une grande chance d'utiliser Hong Kong comme plate-forme pour poursuivre une réintégration complète dans le capitalisme mondial et récolter des avantages commerciaux en conséquence. Pékin a utilisé Hong Kong pour lever d'énormes capitaux pour ses sociétés, à tel point que les entreprises chinoises représentent aujourd'hui plus de 60% de la valeur marchande de la bourse de Hong Kong, contre pratiquement zéro il y a trente ans. Sans Hong Kong, la Chine n'aurait pas connu des taux de croissance aussi rapidement. D'un autre côté, les capitaux occidentaux utilisent également Hong Kong comme moyen pour canaliser les investissements étrangers en Chine continentale : plus de 70% des investissements étrangers directs de la Chine proviennent de Hong Kong.

Aujourd'hui, Pékin a mis en garde à plusieurs reprises contre l'intervention de « forces étrangères » à Hong Kong. Nous, Hongkongais, détestons ces « forces étrangères ». Depuis le début des protestations actuelles, le surintendant en chef britannique des forces de police de Hong Kong, Rupert Dover, est devenu célèbre pour avoir mené de nombreuses attaques féroces contre les manifestants. En fait, il y a des centaines de policiers blancs détenant des passeports étrangers à Hong Kong et réprimant également les manifestants. Cela nous amène à un problème important : non seulement les « forces étrangères » sont toujours là, mais c'est aussi, avant tout, Pékin qui a tacitement reconnu l'Occident, avec le Royaume-Uni et les États-Unis à sa tête, comme parties prenantes à Hong Kong. Hong Kong n'est pas comparable à l'Ukraine. Le soi-disant « un pays, deux systèmes », consacré d'abord dans la déclaration commune sino-britannique puis dans la loi fondamentale de 1997, était dès le début un compromis historique entre Pékin et l'Occident. La

promesse solennelle de la Loi fondamentale de « l'ancien système capitaliste et de son mode de vie restera inchangé pendant 50 ans » est d'abord et avant tout d'apaiser l'influence et les intérêts commerciaux occidentaux. C'est aussi pourquoi la Loi fondamentale reconnaît l'anglais comme langue officielle de Hong Kong, autorise la population locale à conserver son passeport britannique, permet à Hong Kong de conserver sa propre loi britannique, que ses tribunaux sont autorisés à engager des juges étrangers (article 92) et même dans la mesure où les étrangers peuvent être employés comme fonctionnaires de bas en haut grade à l'exception du niveau ministériel et directeur général (article 101). C'est cet article qui permet à Rupert Dover d'écraser nos crânes. L'Occident, avec les États-Unis et le Royaume-Uni en tête, a certainement été satisfait de cet arrangement et certainement pas dans leur intérêt de déstabiliser Hong Kong. Au contraire, ils doivent maintenir un Hong Kong tel que défini par la Loi fondamentale, reste valable jusqu'en 2047. C'est pourquoi les représentants du Royaume-Uni et des États-Unis ont dit aux démocrates de Hong Kong qu'au lieu de voter non, ils devraient accepter le paquet de réformes politiques de Pékin. en 2014 avant l'éclatement du mouvement des parapluies, même si le paquet continue de permettre à Pékin de choisir le PDG de Hong Kong, décoré d'une forme de vote populaire.

Les défenseurs de Pékin soutiennent qu'il y a trop d'héritage colonial à Hong Kong donc ce qu'il faut, c'est une autre vague de « décolonisation », par cela ils veulent dire que le peuple de Hong Kong est toujours pro-occidental. Mais en fait Pékin tient beaucoup à garder ces aspects répressifs de toutes les lois coloniales. La Loi fondamentale copie fondamentalement le système politique colonial qui fait que l'exécutif l'emporte sur le législatif ; son article 8 stipule que « les lois précédemment en vigueur à Hong Kong. . . doit être maintenue » qui maintiennent pratiquement intactes la plupart des lois coloniales répressives, par exemple l'ordonnance de 1922 sur la réglementation d'urgence, que le gouvernement de Hong Kong a invoquée, le 4 octobre, pour interdire complètement le masque facial. Ironiquement, la loi a été promulguée par le gouvernement colonial britannique de l'époque pour réprimer, sans succès, la grève générale menée par le syndicat des marins - alors sous la direction du PCC. Cette fois, l'acte colonial a été invoqué à nouveau par un gouvernement de Hong Kong dirigé par les Chinois pour sévir contre ses « compatriotes ». Précisément parce que Pékin a gardé la majeure partie de l'héritage colonial répressif, on peut affirmer que ce qu'il pratique est précisément une sorte de colonisation interne contre le peuple de Hong Kong.

En dernière analyse, nous n'avons à Hong Kong un système défini comme « un pays, deux systèmes », à savoir un système socialiste et l'autre capitaliste. Au contraire, nous avons deux systèmes de capitalisme : en Chine continentale, un capitalisme bureaucratique qui combine le pouvoir coercitif de l'État et le pouvoir du capital, et un capitalisme de laisser-faire à Hong Kong.

Loong Yu Au

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

[AU Loong Yu](#), extrait d'un rapport publié par la Fondation Rosa Luxemburg, 1 février 2020

<http://alter.quebec/chine-les-dessous-de-la-crise-de-hong-kong/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)